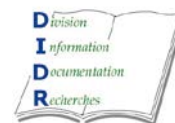


COLOMBIE



10 janvier 2020



## Les *Águilas Negras* et notamment à Soacha dans le département de Cundinamarca

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Les Águilas Negras .....	3
1.1. Une entité insaisissable dépourvue de structure hiérarchisée .....	3
1.2. Des autorités entre déni et observation .....	4
1.3. Impunité des Águilas Negras.....	4
1.4. Des menaces de mort pour neutraliser les cibles.....	5
1.5. Disparité des catégories de personnes ciblées.....	7
2. Situation sécuritaire à Soacha .....	8
2.1. Soacha, une banlieue pauvre, refuge des populations déplacées .....	8
2.2. Des résidents vulnérables aux groupes criminels.....	9
2.2.1. Les « faux positifs » de Soacha .....	9
2.2.2. Soacha et le sud-ouest de Bogotá : épice de la recrudescence des violences.....	9
2.2.3. Les jeunes marginalisés : principales victimes des homicides.....	10
2.2.4. Multiplication des menaces des <i>Águilas Negras</i> à Soacha.....	11
Bibliographie .....	13

### Résumé :

Soacha est une municipalité pauvre, limitrophe de Bogotá, où vivent et bénéficient d'une prise en charge des millions de victimes du conflit armé ainsi que plus de dix mille exilés vénézuéliens venus s'y réfugier. Profitant de la vulnérabilité des habitants, surtout celle des jeunes, des groupes armés illégaux issus de la démobilisation des AUC, s'y livrent une guerre de territoire pour contrôler les corridors de transit de la drogue. Parmi ces groupes illégaux figurent les *Águilas Negras* qui terrorisent leurs cibles en leur envoyant des menaces de mort, le plus souvent sous la forme de pamphlets.

### Abstract :

Soacha is a poor municipality, bordering Bogotá, where millions of victims of the armed conflict and more than 10,000 Venezuelan exiles who have taken refuge there live and are cared for. Taking advantage of the vulnerability of the inhabitants, especially young people, illegal armed groups from the demobilized AUC are waging a war over territory to control the drug transit corridors. Among these illegal groups are the *Águilas Negras*, who terrorize their targets by sending them death threats, most often in the form of pamphlets.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Les Águilas Negras

### 1.1. Une entité insaisissable dépourvue de structure hiérarchisée

Le groupe des *Águilas Negras* (Aigles noirs) est apparu en 2006 à la suite de la démobilisation de l'organisation paramilitaire des « *Autodefensas Unidas de la Colombia*, AUC » (Autodéfenses unies de Colombie)<sup>1</sup>. Présent à l'origine dans la région du Catatumbo (l'une des zones de culture de la coca parmi les plus denses de Colombie<sup>2</sup>) située dans la province Norte de Santander à la frontière du Venezuela (au nord-est de la Colombie), puis dans le Nariño (sud-ouest de la Colombie, à la frontière avec l'Équateur), et progressivement dans les « corridors » ou voies de transit de la cocaïne tel que le département de Córdoba (au nord de la Colombie), le groupe est aujourd'hui actif dans tout le pays<sup>3</sup>.

Tant les autorités que les experts indépendants estiment que le nom d'« *Águilas Negras* » est une sorte de « signature » ou de « franchise » utilisée par des **individus d'extrême-droite** issus des milieux de la politique, du secteur privé et des forces de sécurité (dont des ex-paramilitaires impliqués dans divers trafics de stupéfiants<sup>4</sup>) ainsi que d'ex-milices paramilitaires de l'oligarchie terrienne opposées aux réformes agraires<sup>5</sup>.

Pour rappel, l'actuel président colombien Iván Duque, membre du parti d'extrême-droite *Centro Democrático* (Centre démocratique) et élu en juillet 2018, est connu pour être proche des positions politiques de l'ancien président Álvaro Uribe (2002-2010). Ce dernier et des membres de son entourage ont été accusés en 2013 d'être en collusion et d'avoir dirigé le groupe paramilitaire des AUC. Álvaro Uribe s'est opposé farouchement au processus conduisant à l'accord de paix conclu à La Havane le 24 novembre 2016 entre le gouvernement de l'ex-président Juan Manuel Santos (2010-2018) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo*, FARC-EP)<sup>6</sup>.

Outre le fait que les différents volets prévus par les Accords de La Havane n'ont pas encore été entièrement mis en place (réinsertion des ex-guérilleros, réforme agraire, dédommagement de toutes les victimes, etc.), la dissolution des FARC-EP et la faible présence de l'État dans les zones historiquement contrôlées par ce groupe ont créé une « vacance de pouvoir » qui a favorisé les ambitions et les affrontements violents entre divers groupes armés illégaux pour la prise de contrôle de certaines régions.

Dans ce contexte fragile qui suit les Accords de paix de la Havane, les *Águilas Negras* ont continué de se manifester dans plusieurs régions de Colombie. **Cette « entité » ne peut toutefois pas être qualifiée de « groupe » dans la mesure où elle est « insaisissable »**<sup>7</sup> puisque constituée de « Blocs » épars, dont le la signature varie d'une région à l'autre<sup>8</sup>, **et qu'elle est dépourvue de commandement central**. Outre leur « signature », ce qui caractérise les *Águilas Negras* est l'usage systématique de menaces dissuasives visant à terroriser toute cible susceptible de porter préjudice à leurs intérêts économiques et politiques, notamment en termes de contrôle de territoires convoités<sup>9</sup>.

Mandatés expressément en juin 2019 par le Bureau du Procureur général pour analyser des dizaines de tracts émis par les *Águilas Negras*, des enquêteurs n'ont pu établir **aucune structure indiquant une hiérarchie centralisée**, malgré la référence constante à des branches régionales comme le " Bloc de l'Ouest ", le " Bloc du Sud ", le " Bloc du Nord ",

---

<sup>1</sup> InSight Crime, 09/03/2017, [url](#) ; El Espectador, 12/12/2018, [url](#)

<sup>2</sup> InSight Crime, 09/03/2017, [url](#)

<sup>3</sup> Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#) ; InSight Crime, 09/03/2017, [url](#)

<sup>4</sup> InSight Crime, 09/03/2017, [url](#) ;

<sup>5</sup> DIDR, 01/03/2005, p.20-23, [url](#) ; Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#)

<sup>6</sup> Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#) ; Colombia Reports, 29/08/2013, [url](#) ; Courrier International, 08/10/2013, [url](#)

<sup>7</sup> InSight Crime, 09/03/2017, [url](#)

<sup>8</sup> Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

<sup>9</sup> Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#) ; DIDR, 01/03/2005, p.20-23, [url](#)

le " Commandement central " et la plus active, le " Bloc du district de la capitale " <sup>10</sup>. Le service de renseignements colombien (*Centro Integrado de Información de Inteligencia contra el Crimen Organizado*, CI3-CO) a toutefois pu identifier plusieurs chefs de file qui opèrent depuis 2006 dans diverses régions <sup>11</sup>.

D'après le directeur adjoint de la Fondation Paix et Réconciliation (*Fundación Paz y Reconciliación*) : « Le dernier signalement des *Águilas Negras* remonte à sept ans. Il s'agit d'une façade utilisée par des civils, des tueurs à gages, des agents de l'État et surtout le *Clan del Golfo* pour ne pas être identifiés lorsqu'ils commettent des crimes. C'est pourquoi il est si important d'identifier les commanditaires et non pas seulement les exécutants <sup>12</sup> ».

## 1.2. Des autorités entre déni et observation

Officiellement, les autorités colombiennes nient l'existence d'un groupe criminel dénommé les *Águilas Negras* <sup>13</sup>. En 2015, le ministre de l'Intérieur a affirmé que ce groupe n'existait pas, malgré la récente concentration de l'activité politique violente du groupe dans la capitale Bogotá <sup>14</sup>.

Interviewée en avril 2017 par la BBC, la Direction du renseignement de la police (*Dirección de Inteligencia de la Policía*, DIPOL) a déclaré que cinq bandes criminelles qui avaient émergé après 2006 faisaient partie des *Águilas Negras*, mais qu'en 2009, ces dernières ont disparu ou ont été absorbées par d'autres organisations criminelles. Selon le DIPOL, aucune structure criminelle organisée dénommée « *Águilas Negras* » n'a pu être identifiée et les menaces qui apparaissent sous ce nom sont des « intimidations apocryphes » dans la mesure où, tant les logos comme le langage ou les formules utilisées varient beaucoup d'un pamphlet à l'autre et ne montrent pas de ligne idéologique ou de commandement unifié <sup>15</sup>.

La DIPOL, qui affirme ouvrir une enquête pour chacun des tracts des *Águilas Negras* porté à sa connaissance <sup>16</sup>, soutient se retrouver le plus souvent « dans des impasses, soit parce que les dénonciateurs reculent au moment de commencer l'enquête, soit parce qu'il n'est pas possible de retracer l'origine des pamphlets (une personne qui ne peut être identifiée l'a laissé derrière elle en passant), soit [parce que les menaces] proviennent de nouveaux téléphones cellulaires jetables, soit [parce que les menaces] proviennent d'adresses de courriels créées spécialement à cette fin, [sans possibilité] de les relier à une personne <sup>17</sup>. »

Selon un article publié en décembre 2018 par le média *El Espectador*, le CI3-CO a statué qu'il n'existait pas de groupe armé appelé le « Commandement central des Aigles noirs de Colombie », mais qu'il existait bien des intérêts obscurs de la part de groupes radicaux sur des territoires colombiens <sup>18</sup>.

## 1.3. Impunité des *Águilas Negras*

D'après le média d'informations *Colombia Reports*, après avoir rencontré plusieurs sénateurs qui avaient reçus en des menaces au mois de juin 2019, le Bureau du Procureur général de Colombie a décidé de l'ouverture d'une enquête sur l'insaisissable groupe d'extrême droite, qui, pour l'armée et la police nationale : « n'existe pas » <sup>19</sup> : « Le procureur général Fabio Espitia a ordonné à ses subordonnés de découvrir qui [se cache] derrière les **dizaines de menaces de mort contre les gauchistes, les minorités**

---

<sup>10</sup> Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

<sup>11</sup> El Espectador, 12/12/2018, [url](#)

<sup>12</sup> Agencia Anadolu (AA), 13/09/2019, [url](#)

<sup>13</sup> BBC Monde (Bogotá), 17/04/2017, [url](#) ; Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

<sup>14</sup> Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#)

<sup>15</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#)

<sup>16</sup> Entre 2016 et 2017, au moins 75 pamphlets portant ce nom ont été envoyés au DIPOL. BBC Monde, 17/04/2017, [url](#)

<sup>17</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#)

<sup>18</sup> El Espectador, 12/12/2018, [url](#)

<sup>19</sup> Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

**ethniques et tous ceux qui s'opposent au gouvernement du président Iván Duque** et de son patron politique controversé, l'ancien président Álvaro Uribe <sup>20</sup> ».

En 2018 déjà, suite à la diffusion par les *Águilas Negras* d'un tract désignant comme « objectif militaire » plusieurs membres du Congrès, Aida Avella, sénatrice du parti de gauche Unión Patriótica (UP) de la liste du parti « la Décence » (*La Decencia*) a demandé au président Iván Duque de la rencontrer en tant que présidente du groupe, ainsi que les autres membres du Congrès figurant sur la liste des personnes ciblées, pour exprimer leur inquiétude sur la possibilité que « les menaces se transforment en coups de feu »<sup>21</sup>.

*Colombia Reports* souligne qu'après avoir analysé la terminologie et les symboles utilisés par les *Águilas Negras*, les enquêteurs du Bureau du Procureur général ont indiqué au journal *El Tiempo* - qui les interviewaient - que les menaces apparues à Bogotá et à La Guajira proviennent d'un même groupe. En outre, **le langage utilisé révèle que les *Águilas Negras* sont des partisans radicaux du Centre démocratique**, le parti politique d'extrême-droite d'Iván Duque et d'Álvaro Uribe. *Colombia Reports* affirme, par ailleurs, que des ONG de défense des droits de l'Homme ont rapporté à la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) que les *Águilas Negras* opèrent au sein de l'armée, une hypothèse qui semble corroborée par le jargon utilisé dans certaines des menaces de mort envoyées par ce groupe<sup>22</sup>.

D'après la *British Broadcasting Company* (BBC) *World*, les ONG, telle que « *Somos Defensores* », une ONG de défense des leaders sociaux, mettent souvent en doute la volonté de l'État de mener une enquête approfondie sur les pamphlets des *Águilas Negras* et dénoncent l'impunité dont jouit cette entité. Pour sa part, la BBC indique n'avoir pas eu connaissance d'une quelconque condamnation pour des menaces signées des *Águilas Negras* <sup>23</sup>.

L'Agence France Presse (AFP) souligne que **l'impunité des *Águilas Negras* semble alimenter le phénomène des menaces**, mais que toutefois : « Bien qu'il ne soit officiellement fait état d'aucune arrestation, ni d'assassinat récent des *Águilas Negras*, le Défenseur du peuple, entité publique chargée de la protection des droits humains, a attiré l'attention sur un groupe opérant sous ce nom dans des quartiers du sud-ouest de Bogotá, où cohabitent des leaders communautaires déplacés par la guerre et d'ex-combattants de groupes armés<sup>24</sup> ».

#### 1.4. Des menaces de mort pour neutraliser les cibles

**Le mode de violence politique privilégié des *Águilas Negras* consiste à distiller la peur auprès de leurs cibles en les menaçant de mort par divers moyens**, de sorte que ces dernières, angoissées et insécurisées, cessent toute activité qui contrarie les *Águilas Negras* ou décident de prendre la fuite<sup>25</sup>.

La Fondation Idées pour la Paix (*Fundación Ideas para la Paz*, FIP) explique que : « Pour paraphraser l'anthropologue Joao Biehl, dans les "zones d'abandon social " et de guerre, la rumeur et la menace sont des armes auxquelles ont recours les groupes de guérilla, les paramilitaires, les armées privées, les groupes d'autodéfense et les idéologies extrêmes. Même les forces de l'État les utilisent, en milieu rural et urbain, pour exercer un contrôle social et mener à bien des opérations de renseignement<sup>26</sup> ».

Pour Carlos Medina Gallego, enseignant-chercheur en sciences politiques à l'Université nationale de Colombie, les *Águilas Negras* sont une dénomination sociale utilisée par des **forces para-policières et paramilitaires disposant de services de renseignements**

---

<sup>20</sup> Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

<sup>23</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#)

<sup>24</sup> Challenges (Source AFP), 22/08/2019, [url](#)

<sup>25</sup> Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#) ;

<sup>26</sup> Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

qui leur procurent les noms des leaders sociaux dans les zones visées, et c'est ce qui leur permet de diffuser des menaces et des tracts dans différentes parties du pays<sup>27</sup>.

Les principaux moyens de menaces utilisés sont les tracts ou pamphlets (*panfletos*), les appels téléphoniques, les messages envoyés sous forme de textos ou les courriels<sup>28</sup>.

Le CI3-CO a établi qu'entre 2006 et 2018, les *Águilas Negras* ont envoyé 282 messages de menaces de mort à travers tout le pays. Parmi ces menaces de mort, 200 ont été directement distribuées, 35 ont été diffusées via l'application *Whatsapp*, 32 au travers des médias sociaux (*Facebook* et *Twitter*) et 13 en utilisant les adresses électroniques des victimes<sup>29</sup>.

Entre janvier 2016 et février 2017, la FIP<sup>30</sup> a suivi et analysé 29 sources de presse et recensé 64 reportages sur les *Águilas Negras* dans 33 municipalités du pays. Parmi ces 64 reportages, 48 concernent des menaces. Le reste est constitué d'homicides, de tentatives d'homicide, de déplacements forcés et de recherches sur leur présence<sup>31</sup>.

La FIP a identifié quatre types de menaces derrière la signature des *Águilas Negras*, qui, selon les objectifs poursuivis, peuvent :

- Chercher à entraver les activités de dirigeants et d'organisations ;
- Avoir comme objectif **d'extorquer de l'argent** (utilisé comme moyen de pression par des criminels pour soutirer de l'argent) ;
- Vouloir **opérer un « nettoyage social »** dirigé contre divers segments de la population **pour les contraindre à quitter une zone** (personnes LGTBI, SDF, toxicomanes, prostituées, voleurs, etc.)
- Avoir des **visées contre-insurrectionnelles** (en lien avec de supposés auxiliaires, miliciens ou "guérilleros clandestins"). Selon la FIP, ces menaces apparaissent d'ailleurs généralement lors d'opérations anti-insurrectionnelles, ce qui laisse à penser qu'à certaines occasions, des agents de l'État peuvent être derrière elles<sup>32</sup>.

Au sujet des objectifs contre-insurrectionnels, l'ONG internationale *Human Rights Watch* (HRW) a souligné (en 2010) que **les nouveaux groupes paramilitaires**, successeurs des AUC, se sont livrés par endroits à **des opérations anti-insurrectionnelles en persécutant des personnes qu'ils considéraient comme des collaborateurs des FARC**. Usant d'un langage similaire à celui utilisé par les AUC, **les pamphlets de menaces que signent les *Águilas Negras* qui circulent dans maintes villes colombiennes désignent leurs cibles comme « objectif militaire » en les accusant d'agir à la solde des « guérilleros »**<sup>33</sup>. Ces menaces répétées qui instillent un climat de peur, incitent les populations ciblées à fuir leurs régions d'origine pour se réfugier dans des zones qu'elles espèrent plus sûres.

D'après la BBC, toutes les sources s'accordent à dire que les menaces envoyées par les *Águilas Negras* ne sont presque jamais suivies d'une action violente. La DIPOL n'a pas enregistré un seul cas de menace de cette « franchise » qui soit suivi d'un meurtre ou d'un attentat. Carlos Guevara, membre de l'ONG *Programa Somos Defensores* qui compile des statistiques sur les assassinats de dirigeants sociaux et de défenseurs des droits de l'Homme en Colombie, partage cet assertion<sup>34</sup>.

---

<sup>27</sup> Contagio Radio, 24/07/2019, [url](#)

<sup>28</sup> Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

<sup>29</sup> El Espectador, 12/12/2018, [url](#) ; Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

<sup>30</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#) ; Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

<sup>31</sup> Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

<sup>32</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#) ; Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

<sup>33</sup> Human Rights Watch (HRW), 02/2010, p. 29-30, [url](#)

<sup>34</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#)



En revanche, toujours selon la BBC, autorités comme experts, dont le représentant du HCR en Colombie, alertent sur la dangerosité d'organisations paramilitaires telles que le groupe d'Autodéfenses gaitanistes de Colombie (*Autodefensas Gaitanistas de Colombia, AGC, alias Clan del Golfo*)<sup>35</sup> qui mettent véritablement leurs menaces d'assassinats à exécution.

Il convient de noter que **les « pistes » peuvent volontairement être brouillées**. Selon les dires de la DIPOL relayés par la BBC, il arrive souvent que les individus qui envoient des pamphlets signés « *Águilas Negras* » profitent d'un assassinat pour l'associer à leurs menaces afin de terroriser leurs cibles. Pour les mêmes raisons, il arrive – moins souvent – qu'au lieu d'utiliser le nom des *Águilas Negras*, ces individus utilisent le nom des AGC ou du *Clan del Golfo* dans les régions où ils savent que ces groupes armés opèrent, afin de maximiser l'impact de la peur. Pourtant, selon la DIPOL, les AGC (ou *Clan del Golfo*) n'utilisent jamais de pamphlets pour menacer les populations<sup>36</sup>.

### 1.5. Disparité des catégories de personnes ciblées

Parmi leurs **principales cibles** figurent les **personnalités ou individus affichant des opinions politiques de gauche**<sup>37</sup>. Le média *Colombia Reports* fait remarquer que : « Curieusement, plusieurs [membres des *Águilas Negras*] ont prétendu combattre le "*Castrochavismo*", un terme inventé et fréquemment utilisé par l'ancien président d'extrême droite Álvaro Uribe, qui, dans les années 1990, a encouragé la formation de milices civiles anticommunistes<sup>38</sup> ». Une dépêche d'août 2019 de l'AFP rapporte que : « Les menaces visent des secteurs de l'opposition, des organisations sociales, des mouvements protestataires, jamais des secteurs de l'ultra droite<sup>39</sup> ».

Vers la mi-juin 2019, un pamphlet signé des *Águilas Negras* annonçait la mort imminente, entre autres, de Patricia Linares, présidente du tribunal des crimes de guerre, de Claudia Lopez, candidate à la mairie de Bogotá, de Daniel Coronell, journaliste, d'Ariel Avila, analyste politique, de Gustavo Petro, Ivan Cepeda et Alexander Lopez, tous trois sénateurs de l'opposition, et de Maria José Pizarro, députée<sup>40</sup>.

Les autres cibles privilégiées du groupe sont constituées des **organismes** (ONG colombiennes et internationales ; institutions nationales chargées de restituer les terres, etc.) **qui défendent les familles forcées de se déplacer en raison du conflit armé interne et qui cherchent par la suite à récupérer leurs terres volées par les paramilitaires, ainsi que lesdites familles elles-mêmes**.

De fait, il a été constaté que depuis la démobilisation des FARC en 2017, les menaces des *Águilas Negras* en direction de leaders sociaux, de politiciens et de journalistes engagés se sont multipliées<sup>41</sup>.

Selon la FIP, les principales victimes sont des populations indigènes, des défenseurs des droits de l'homme, des dirigeants sociaux, des organisations environnementales, des journalistes, des organisations de femmes, des fonctionnaires et des agents politiques, des étudiants et des enseignants, des personnes réclamant leurs terres, des organisations de victimes, des organisations syndicales et la société civile en général<sup>42</sup>.

---

<sup>35</sup> Les "Autodefensas Gaitanistas de Colombia" (AGC), *alias* "Clan du Golfe" ou encore « Clan Úsuga » et anciennement appelé « Los Urabeños » est le groupe paramilitaire le plus puissant de Colombie qui contrôlerait la majeure partie du commerce de la drogue dans le pays. Voir : Colombia Reports, 22/10/2019, [url](#)

<sup>36</sup> BBC Monde, 17/04/2017, [url](#)

<sup>37</sup> Colombia Reports, 15/02/2015, [url](#)

<sup>38</sup> Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#)

<sup>39</sup> Challenges (Source AFP), 22/08/2019, [url](#)

<sup>40</sup> Colombia Reports, 28/06/2019, [url](#)

<sup>41</sup> Colombia Reports, 25/02/2019, [url](#)

<sup>42</sup> Fundación Ideas para la Paz (FIP), 27/03/2017, [url](#)

## 2. Situation sécuritaire à Soacha

Située au centre de la Colombie, Soacha est l'une des 116 municipalités relevant du département de Cundinamarca<sup>43</sup>, limitrophe de la partie située au sud-ouest du district de Bogotá, capitale administrative dudit département ainsi que de la Colombie. Soacha est également la deuxième municipalité la plus peuplée de ce département après Bogotá, et l'une des municipalités les plus pauvres et les plus touchées par le conflit armé interne<sup>44</sup>.

La municipalité de Soacha abrite le premier Centre régional de prise en charge globale des victimes de Colombie (*Centro Regional para la Atención Integral a Víctimas*), situé dans le secteur de Terreros<sup>45</sup>, responsable notamment de la restitution et de la légalisation des terres pour les personnes concernées. Le Centre bénéficie d'un financement conjoint du Conseil départemental de Cundinamarca (*la Gobernación de Cundinamarca*), de la mairie de Soacha - qui offre le terrain - et de l'Unité d'assistance et de réparation globale aux victimes au niveau national (*Unidad de Atención y Reparación Integral para las Víctimas*, UARIV)<sup>46</sup> qui prend en charge la gestion et l'accompagnement de plusieurs centaines de personnes déplacées au quotidien<sup>47</sup>.

L'UARIV a été créée en 2012 en vertu de la loi 1448 de 2011 dite « Loi sur les victimes et la restitution des terres » (*Ley de Víctimas y Restitución de Tierras*), en vue de coordonner les mesures d'assistance, de soins et de réparation accordées par l'État et d'articuler les organismes qui font partie du Système national de soins et de réparation intégrale aux victimes (*Sistema Nacional de Atención y Reparación Integral a las Víctimas*, SNARIV)<sup>48</sup>.

### 2.1. Soacha, une banlieue pauvre, refuge des populations déplacées

Durant des décennies, des millions de Colombiens ont fui les violences perpétrées par des groupes armés dans leurs départements d'origine et nombreux sont ceux qui ont cherché refuge dans la région métropolitaine de Bogotá, où ils se sont retrouvés dans **les zones les plus pauvres, telle que Soacha**, municipalité voisine de la capitale, **ou encore à Bosa, Ciudad Bolívar ou Ciudad Kennedy, voire dans les communes rurales comme Usme**<sup>49</sup>.

Selon Jozef Merckx, représentant du HCR en Colombie, cité par l'ONG d'information indépendante *The New Humanitarian* (ex-*IRIN News*)<sup>50</sup> :

« [Les personnes] qui fuient la violence dans les régions rurales productrices de coca se dirigent souvent vers Bogotá et finissent dans des bidonvilles comme Soacha Alta. Les loyers sont minimes, et il est plus facile d'y installer un camp que d'essayer de trouver un logement convenable. [...] A Soacha Alta, [les personnes victimes de déplacements forcés] après 2016 [année des accords de paix] sont considérées comme les plus vulnérables. [Les nouveaux arrivés ont dû tout laisser derrière eux] et ne disposent pas de réseaux communautaires proches ni de ressources [et de ce fait] sont les plus vulnérables [au trafic de drogue]<sup>51</sup> ».

Outre la gestion de l'aide aux déplacés internes installés sur son territoire (y compris les guérilleros démobilisés des anciens FARC-EP ayant adhéré au processus de paix), **la municipalité de Soacha doit faire face au défi de l'intégration de milliers de réfugiés et exilés vénézuéliens** dont l'afflux se poursuit en raison de l'aggravation de

---

<sup>43</sup> Voir la carte du département de Cundinamarca en Annexe I.

<sup>44</sup> El Espectador, 01/08/2013, [url](#)

<sup>45</sup> Le Centre régional de prise en charge globale des victimes a été inauguré le 15 février 2016. Source : PNUD, 15/02/2016, [url](#)

<sup>46</sup> El Espectador, 01/08/2013, [url](#)

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> CISR, 23 /04/2018, [url](#)

<sup>49</sup> Human Rights Watch (HRW), 13/10/2005, [url](#)

<sup>50</sup> The New Humanitarian, 24/07/2019, [url](#)

<sup>51</sup> The New Humanitarian, 24/07/2019, [url](#)



la crise politico-économique dans leur pays. En juin 2018, les estimations recueillies auprès de responsables de la municipalité de Soacha par l'agence de presse turque *Anadolu* indiquaient que plus de 11 000 Vénézuéliens y résidaient, et qu'au total, sur les quelque 1,2 million d'habitants que comptait la municipalité, seuls 12% étaient originaires de Soacha<sup>52</sup>.

## 2.2. Des résidents vulnérables aux groupes criminels

### 2.2.1. Les « faux positifs » de Soacha

Soacha est connue pour l'affaire dite des « faux-positifs », lorsqu'entre janvier et août 2008, 19 jeunes gens originaires des municipalités de Soacha et de Bogotá-D.C, sans liens entre eux, ont mystérieusement disparu. Après des mois de recherche, leurs corps ont été retrouvés dans des cimetières et des fosses communes dans les villes d'Ocaña et Cimitarra situées dans le département Norte de Santander (au nord-est du pays). Les autorités ont alors prétendu qu'il s'agissait de guérilleros tués lors d'affrontements avec la 15<sup>ème</sup> Brigade de l'armée<sup>53</sup>.

Mais la vérité a progressivement éclaté fin 2008 : les victimes de Soacha comptaient en fait parmi d'autres exécutions extrajudiciaires commises par l'armée entre 2002 à 2008. Durant cette période, certaines brigades militaires ont attiré des jeunes avec de fausses promesses d'emploi et enlevé des milliers de civils innocents à travers la Colombie qu'ils ont exécutés en prétextant qu'ils s'agissaient de guérilleros tués au combat, alors que les victimes étaient tuées au hasard. Cette pratique, connue sous le nom de « faux positifs » (*Falsos Positivos*), permettait de gonfler artificiellement les « bons résultats » obtenus par les unités de l'armée qui s'y livrait<sup>54</sup>.

En 2010, HRW a estimé que, pour les résidents de Soacha, les craintes en termes de violation des droits de l'Homme étaient dues aux menaces générées par la présence et les actions des groupes armés et par les activités de la municipalité qui fournissait aide et dédommagement aux victimes, notamment pour la restitution et la légalisation de leurs terres<sup>55</sup>.

### 2.2.2. Soacha et le sud-ouest de Bogotá : épice de la recrudescence des violences

Le 3 avril 2018, le Bureau du Défenseur du peuple a adressé une alerte précoce au ministre de l'Intérieur au sujet de la présence crédible de bandes criminelles sévissant dans les quartiers périphériques pauvres de Bogotá, particulièrement la commune de **Ciudad Bolívar, située au sud-ouest du District de la capitale et limitrophe (à l'est) des communes de Cazucá et de Despensa qui relèvent de la municipalité de Soacha**. Cette alerte est intervenue à la suite d'autres signalements de risques affectant la sécurité dans les départements du Nariño, du Catatumbo et de Medellín<sup>56</sup>.

Concernant Bogotá, le Bureau du Défenseur du peuple a réitéré des signalements, notamment le 13 décembre 2018, mettant en garde sur la présence vraisemblable de ces groupes dans les communes **d'Usme, Rafael Uribe, Uribe et San Cristóbal**, et, au mois de juin 2019, dans les communes de **Bosa et Kennedy**<sup>57</sup>.

Pour le Bureau du Défenseur du peuple, la recrudescence de la criminalité à Bogotá n'est pas étrangère à la présence de groupes armés illégaux issus de la démobilisation des AUC : les *Autodefensas Gaitanistas* (ou *Clan del Golfo*), les *Rastrojos*, les *Águilas Negras*, le

---

<sup>52</sup> Agencia Anadolu (AA), 20/06/2018, [url](#)

<sup>53</sup> Centro de Memoria Historica, 10/10/2018, [url](#)

<sup>54</sup> Human Rights Watch (HRW), 05/04/2017, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 27/02/2019, [url](#) PRI (AFP), 11/05/2009, [url](#)

<sup>55</sup> Human Rights Watch (HRW), 02/2010, [url](#)

<sup>56</sup> El Tiempo, 30/04/2018, [url](#) ; Colombia, Defensoría del pueblo, 03/04/2018, [url](#)

<sup>57</sup> Agencia Anadolu (AA), 13/09/2019, [url](#); RT, 18/01/2019, [url](#)

groupe de *Los Paisas*, mais également des membres de l'ELN, ainsi que d'éventuels membres des dissidences des FARC-EP<sup>58</sup>.

Il convient de signaler que, selon la radio colombienne *La FM* : « Lors d'une audience publique au Congrès sur l'opération des groupes paramilitaires à Bogotá, les enquêteurs et les défenseurs des droits humains ont révélé qu'il existe de fortes indications de l'existence d'une alliance entre le Clan du Golfe et les cartels de la drogue mexicains opérant dans les environs de la municipalité de Soacha et dans plusieurs endroits du sud de la capitale du pays<sup>59</sup> ».

Plusieurs sources<sup>60</sup> confirment que le phénomène de la violence serait en train de migrer des communes limitrophes de Soacha, où certains de ces groupes sont déjà établis, vers la capitale. Par exemple, *Los Paisas* sont très présents dans la commune de Cazucá, une zone située à la frontière entre Soacha et Ciudad Bolívar. *Los Paisas* cherchent à développer leur influence dans tout le département de Cundinamarca et pour cela, ils maintiennent des contacts illégaux avec un soi-disant « Bureau » qui opère dans le département d'Antioquia (zone côtière située au nord-ouest du pays et dont la capitale est Medellín). Cette extension des territoires de la violence en lien avec des activités criminelles a entraîné des déplacements forcés, des menaces, des extorsions, et même l'offre de « services de sécurité » aux mafias foncières qui s'approprient illégalement des terres dans les secteurs supérieurs de la ville<sup>61</sup>.

**Pour le Défenseur du peuple, ces groupes illégaux qui terrorisent des populations se livrent une guerre de territoires pour contrôler les corridors de transit de la drogue ou des armes ainsi que les zones où se déroulent ces trafics illicites<sup>62</sup>.** Cette analyse est notamment partagée par les responsables locaux, dont Heiner Gaitán, jeune candidat au Conseil municipal de Soacha, qui explique que les groupes armés s'implantent dans la région parce que **le sud de Bogotá et Soacha sont situés sur un axe stratégique qui conduit du centre vers le sud-ouest du pays<sup>63</sup>.**

### 2.2.3. Les jeunes marginalisés : principales victimes des homicides

Le Défenseur du peuple indique que pour parvenir à leurs fins, certains groupes criminels tentent de s'associer à des bandes de jeunes délinquants auxquels ils « sous-contractent » leurs activités criminelles, ou alors cherchent à impliquer des jeunes en situation de vulnérabilité à leurs activités illicites, ce qui leur permet d'étendre leurs réseaux et leurs zones d'influence<sup>64</sup>.

L'enseignant-chercheur Carlos Medina Gallego souligne qu'à Bogotá, on observe des actes de violence récurrents à l'encontre des jeunes, particulièrement « les consommateurs de drogue, les prostituées, et la population LGBTI » et que les paramilitaires ou parapoliciers cherchent à procéder à un « nettoyage social » et à intimider les leaders sociaux qui œuvrent à améliorer les conditions de vie des communautés susmentionnées<sup>65</sup>.

L'enseignant-chercheur explique qu'à ces phénomènes, s'ajoutent une augmentation des vols et autres délits, source d'un sentiment d'insécurité chez les résidents. L'idée se répand que ce sont les groupes de jeunes et les populations marginales qui sont la cause des actes de violence dans les villes et perturbent la tranquillité des citoyens. De là proviendraient les violences commises par **des groupes parapoliciers qui vont se charger d'un « nettoyage social » visant au contrôle de la situation sécuritaire dans les quartiers<sup>66</sup>.**

---

<sup>58</sup> El Tiempo, 30/04/2018, [url](#) ; Colombia, Defensoría del pueblo, 03/04/2018, [url](#)

<sup>59</sup> La FM (Colombia), 06/09/2019, [url](#)

<sup>60</sup> El Tiempo, 30/04/2018, [url](#) ; Colombia, Defensoría del pueblo, 03/04/2018, [url](#)

<sup>61</sup> Colombia, Defensoría del pueblo, 03/04/2018, [url](#) ; El Tiempo, 30/04/2018, [url](#)

<sup>62</sup> El Espectador, 05/10/2019, [url](#) ; El Tiempo, 30/04/2018, [url](#)

<sup>63</sup> Contagio Radio, 29/07/2019, [url](#);

<sup>64</sup> El Tiempo, 30/04/2018, [url](#)

<sup>65</sup> Contagio Radio, 24/07/2019, [url](#)

<sup>66</sup> Contagio Radio, 24/07/2019, [url](#)

Pour Carlos Medina Gallego, la vague de violences dans ces quartiers relève donc de groupes parapoliciers. Quant aux **groupes paramilitaires, ils sont motivés par d'autres logiques visant au contrôle politique des populations** et leur objectif est de lutter contre « la subversion » que représentent certaines personnes ou organisations politiquement engagées<sup>67</sup>.

De fait, **au cours de la dernière décennie, les zones situées entre Soacha et le sud-ouest de Bogotá ont été le théâtre de près de 49 % des meurtres commis dans la capitale et ses zones limitrophes, avec une majorité de victimes (57%) constituée de jeunes âgés de 15 à 30 ans**<sup>68</sup>. Selon les chiffres du Centre de Recherche et d'Education Populaire - Programme pour la Paix (*Centro de Investigación y Educación Popular - Programa por la Paz*, CINEP), cités par le média colombien *El Espectador*, au cours des cinq dernières années, on a constaté une augmentation inquiétante du taux d'homicides à Soacha, l'année 2014 étant celle où le nombre de victimes a été le plus élevé avec 121 assassinats<sup>69</sup>.

Le sentiment d'insécurité à Soacha et dans les quartiers voisins du sud-ouest de la métropole colombienne s'est accru depuis la découverte de plusieurs corps démembrés, dont deux corps retrouvés en mars 2019 dans la ville de Bosa<sup>70</sup>, puis entre quatre à cinq corps (selon les sources) en juillet 2019. Parmi ces corps, la police estime que trois d'entre eux pourraient être ceux de ressortissants Vénézuéliens<sup>71</sup>. Un Vénézuélien assassiné a été découvert dans la ville de Fontibón, et l'autre dans la ville d'Engativá, ce dernier ayant été assassiné par des membres en uniforme de la police nationale<sup>72</sup>.

D'après plusieurs sources, parmi les victimes, au moins deux d'entre elles ont été assassinées et démembrées à Soacha avant d'être transportées dans des valises dans d'autres localités<sup>73</sup>. La police a établi un lien avec au moins l'une des victimes après la découverte d'une « *casa de pique* », sorte de lieu de torture et d'exécution, situé dans les hauteurs de Cazucá (*Alto de Cazucá*) à Soacha, l'un des secteurs où l'on observe le plus de violence<sup>74</sup>. Selon les explications du média russe *Russia Today* (RT), les « *casas de pique* » sont des lieux de torture, d'assassinat et de démembrement, des pratiques auxquelles se sont livrés divers groupes illégaux, des criminels et des paramilitaires depuis 2014 à Buenaventura (département du Valle del Cauca). Ces procédés ont ressurgi ultérieurement à Tumaco (département du Nariño), et ont été signalées depuis 2016 dans la région métropolitaine de Bogotá<sup>75</sup>. Selon *Contagio Radio*, **des pamphlets signés par les *Águilas Negras*** ont été retrouvés non loin des corps démembrés, avertissant d'un « nettoyage social » en cours dans l'ouest de Bogotá<sup>76</sup>.

## 2.2.4. Multiplication des menaces des *Águilas Negras* à Soacha

Le panorama de la situation sécuritaire dans le district de Bogotá et sa région périurbaine occidentale montre que **les *Águilas Negras* sont identifiés comme étant le groupe qui a émis le plus de menaces ces dernières années**. Selon des informations obtenues par l'Agence de presse turque *Anadolu*, **entre la fin 2017 et le début de 2019, sur 350 cas d'intimidations signalés aux autorités, près de 200 personnes ont fait état de menaces de la part d'organisations criminelles, dont près de 150 émanant des *Águilas Negras***<sup>77</sup>.

---

<sup>67</sup> Contagio Radio, 24/07/2019, [url](#)

<sup>68</sup> El Espectador, 05/10/2019, [url](#)

<sup>69</sup> El Espectador, 30/05/2019, [url](#)

<sup>70</sup> RCN Radio, 25/07/2019, [url](#)

<sup>71</sup> RT, 26/07/2019, [url](#) ; RCN Radio, 25/07/2019, [url](#)

<sup>72</sup> Agencia Anadolu (AA), 13/09/2019, [url](#) ; Contagio Radio, 24/07/2019, [url](#) ; RCN Radio, 25/07/2019, [url](#)

<sup>73</sup> RT, 26/07/2019, [url](#) ; Contagio Radio, 29/07/2019, [url](#) ; Agencia Anadolu (AA), 13/09/2019, [url](#) ; RCN Radio, 25/07/2019, [url](#)

<sup>74</sup> Contagio Radio, 29/07/2019, [url](#)

<sup>75</sup> RT, 26/07/2019, [url](#)

<sup>76</sup> Contagio Radio, 24/07/2019, [url](#)

<sup>77</sup> Agencia Anadolu (AA), 13/09/2019, [url](#)

Le Bureau du Défenseur du peuple, cité par *Anadolu*, a indiqué que la plupart des plaignants sont : « des défenseurs des droits de l'homme, des dirigeants sociaux et communautaires, des dirigeants syndicaux et des victimes du conflit armé qui sont venus dans la ville pour demander une sorte de réparation. Dans une moindre mesure, des étudiants, des commerçants, des enseignants, des fonctionnaires, des religieux et des journalistes [Mais sont aussi visés par les menaces], des migrants vénézuéliens et des consommateurs de drogues<sup>78</sup> ».

Heiner Gaitán, candidat à la municipalité de Soacha apporte les précisions suivantes :

« Les pamphlets qui sont apparus à Soacha et qui menacent [notamment] les activistes et les dirigeants sont signés par des groupes qui peuvent être considérés comme faisant partie du phénomène « néo-paramilitaire » comprenant les *Águilas Negras* et les AGC [...]. La présence de ces groupes obéit à une logique de captation (*copamiento*) et de soumission de la population grâce au trafic de drogue et au micro-traffic. [...] Le terme "néo-paramilitaire" répond à un changement de ces groupes par rapport au passé [car ce phénomène du néo-paramilitarisme] fonctionne comme un réseau qui rassemble des gangs, des voleurs, des trafiquants de drogue, différentes formes d'économie parallèle, et l'organise de différentes manières. Cela signifie que ces groupes ne sont pas articulés de manière centrale ou hiérarchique parce que leur force de cohésion est tributaire des activités illégales qui les maintiennent comme " alliés " »<sup>79</sup>.

L'impact sur les populations est inquiétant, car, d'après le CINEP, cité par le média *El Espectador* : « Les actions des groupes armés illégaux se sont traduites par des restrictions à la mobilité, des couvre-feux, des tracts menaçant de nettoyage social, des extorsions et autres demandes de rançons, des menaces contre les dirigeants sociaux, le départ d'ONG, le rapprochement de certains dirigeants sociaux avec des groupes illégaux et la fragilisation globale de la communauté<sup>80</sup> ».

Pour le CINEP, la négation de la présence d'acteurs armés illégaux par les autorités dans la municipalité de Soacha constitue un facteur de risque aggravé pour ses résidents.

---

<sup>78</sup> Agencia Anadolu (AA), 13/09/2019, [url](#) ; El Espectador, 05/10/2019, [url](#)

<sup>79</sup> Contagio Radio, 29/07/2019, [url](#)

<sup>80</sup> El Espectador, 30/05/2019, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés de fin novembre 2019 à début janvier 2020

### Institutions internationales

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), « En Soacha nuevo Centro Regional de Atención Integral a Víctimas », 15/02/2016, <https://www.co.undp.org/content/colombia/es/home/presscenter/articles/2016/02/15/en-soacha-nuevo-centro-regional-de-atenci-n-integral-a-v-ctimas.html>

### Institutions nationales

Centro de Memoria Historica, « Una década sin respuesta para las madres de Soacha », 10/10/2018, <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/noticias/noticias-cmh/una-decada-sin-respuesta-para-las-madres-de-soacha>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), « Colombie : information sur l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional - ELN), y compris sur le nombre de combattants et les zones d'opération; ses activités, y compris sa capacité de suivre ses victimes; l'intervention de l'État et la protection offerte aux victimes (2016 -avril 2018) », 23/04/2018, <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/rdi/Pages/index.aspx?doc=457464&pls=1>

Colombia, Defensoría del pueblo, « Alerta Temprana De Inminencia N° 030 - 181, para la localidad de Ciudad Bolivar de Bogota D.C., para que se adopten medidas urgentes orientadas a salvaguardar la vida e integridad persona de la población civil , en particular de quienes habitan los sectores: Arborizadora, Lucero, El Tesoro, Perdomo y Jerusalén », 03/04/2018, 13 p., <https://www.refworld.org/es/pdfid/5af477754.pdf>

### Think tanks

Fundación Ideas para la Paz (FIP), « "Águilas Negras": ¿de nuevo en el horizonte? », 27/03/2017, <http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1471>

InSight Crime, "Aguilas Negras", 09/03/2017, <http://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/aguilas-negras>

### Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch (HRW), Colombia: New Army Commanders Linked to Killings, 27/02/2019, <https://www.hrw.org/news/2019/02/27/colombia-new-army-commanders-linked-killings>

HRW, "Colombia: Prosecution Suspended on Army Killings Case", 05/04/2017, <https://www.refworld.org/docid/58e637e04.html>

HRW, "Paramilitaries' Heirs: The New Face of Violence in Colombia", 02/2010, 120 p., <https://www.hrw.org/report/2010/02/03/paramilitaries-heirs/new-face-violence-colombia>

HRW, Colombia: Displaced and Discarded: The Plight of Internally Displaced Persons in Bogotá and Cartagena, 13/10/2005, <https://www.refworld.org/docid/43ba84122.html>

## Médias

Colombia Reports, "Gaitanista Self-Defense Forces of Colombia (AGC) / Gulf Clan", 22/10/2019, <https://colombiareports.com/agc-gulf-clan/>

El Espectador, « Jóvenes: las principales víctimas en el suroccidente de Bogotá », 05/10/2019, <https://www.elespectador.com/noticias/bogota/jovenes-las-principales-victimas-en-el-suroccidente-de-bogota-articulo-884522>

Agence Anadolu (AA), « ¿Está Bogotá bajo la amenaza de grupos armados del crimen organizado? », 13/09/2019, <https://www.aa.com.tr/es/an%c3%a1lisis/-est%c3%a1-bogot%c3%a1-bajo-la-amenaza-de-grupos-armados-del-crimen-organizado/1583232>

La FM (Colombia), « Clan del Golfo y carteles mexicanos estarían operando en Soacha », 06/09/2019, <https://www.lafm.com.co/bogota/clan-del-golfo-y-carteles-mexicanos-estarian-operando-en-soacha>

Challenges (Source : AFP), « Les Águilas Negras, marque sans visage qui sème la terreur en Colombie », 22/08/2019, [https://www.challenges.fr/societe/les-aguilas-negras-marque-sans-visage-qui-seme-la-terreur-en-colombie\\_670143](https://www.challenges.fr/societe/les-aguilas-negras-marque-sans-visage-qui-seme-la-terreur-en-colombie_670143)

Contagio Radio, « La violencia neoparamilitar en la frontera sur de Bogotá », 29/07/2019, <https://www.contagioradio.com/neoparamilitar-frontera-bogota/>

Russia Today (RT), « Revive el horror de las 'casas de pique' o desmembramiento en Colombia? », 26/07/2019, <https://actualidad.rt.com/actualidad/322289-revive-horror-casas-pique-desmembramiento-colombia>

RCN Radio, « La tenebrosa 'casa de pique' de Soacha y los desmembrados traídos a Bogotá », 25/07/2019, <https://www.rcnradio.com/bogota/la-tenebrosa-casa-de-pique-de-soacha-y-los-desmembrados-traidos-bogota>

The New Humanitarian (ancien nom: IRIN News), "Drugs and hunger: What awaits Colombia's newly displaced families", 24/07/2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/07/24/drugs-hunger-colombia-displaced-families>

Contagio Radio, « ¿Qué está detrás de los hechos de violencia al occidente de Bogotá? », 24/07/2019, <https://www.contagioradio.com/violencia-occidente-de-bogota/>

Colombia Reports, « Colombia to investigate 'Águilas Negras', the far right group that 'doesn't exist' », 28/06/2019, <https://colombiareports.com/colombia-to-investigate-aguilas-negras-the-far-right-group-that-doesnt-exist/>

El Espectador, « La violencia política se recicla en Soacha (Informe del Cinep) », 30/05/2019, <https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/la-violencia-politica-se-recicla-en-soacha-articulo-863526>

Colombia Reports, « Águilas Negras », 25/02/2019, <https://colombiareports.com/aguilas-negras/>

El Espectador, « El fantasma detrás de las "Águilas Negras" », 12/12/2018, <https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/el-fantasma-detras-de-las-aguilas-negras-articulo-857135>



Agencia Anadolu (AA), « Soacha pide ayuda para atender a más de 11.000 migrantes venezolanos », 20/06/2018, <https://www.aa.com.tr/es/mundo/soacha-pide-ayuda-para-atender-a-m%C3%A1s-de-11000-migrantes-venezolanos/1180333>

El Tiempo, « Clan del Golfo, 'los Rastrojos', Eln y ex-Farc rondan Ciudad Bolívar : Combos de esa localidad del sur de Bogotá son contratados para ejecutar acciones delincuenciales », 30/04/2018, <https://www.eltiempo.com/bogota/que-pasa-con-las-bandas-en-ciudad-bolivar-211906>

British Broadcasting Company World (Bogotá), « ¿Qué o quiénes son las temidas Águilas Negras y por qué las autoridades en Colombia dicen que no existen? », 17/04/2017, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-39583477>

Colombia Reports, "Águilas Negras areas of influence", 15/02/2015, <https://colombiareports.com/aguilas-negras-areas-influence/>

RT, « Defensoría emitió alerta sobre posibles ataques con explosivos semanas antes del atentado en Bogotá », 18/01/2019, <https://actualidad.rt.com/actualidad/302446-defensoria-pueblo-colombiana-advertir-ataque>

Colombia Reports, "Águilas Negras don't exist: Government", 15/01/2015, <https://colombiareports.com/aguilas-negras-dont-exist-government/>

Courrier International, « Colombie. Alvaro Uribe talonné par la justice », 08/10/2013, <https://www.courrierinternational.com/article/2013/10/10/alvaro-uribe-talonne-par-la-justice>

Colombia Reports, « Uribe was 'the head of Colombia's paramilitaries': former AUC ringleader", 29/08/2013, <https://colombiareports.com/head-colombias-paramilitaries-former-auc-leader-ex-president-uribe/>

El Espectador, « Soacha abriga a las víctimas", 01/08/2013, <https://www.elespectador.com/noticias/bogota/soacha-abriga-victimas-articulo-437574>

Public Radio International (PRI, source: AFP), "In Colombia, suspicious deaths", 11/05/2009, <https://www.pri.org/stories/2009-05-11/colombia-suspicious-deaths>